

**МИНИСТЕРСТВО ОБРАЗОВАНИЯ И НАУКИ РФ
Федеральное государственное автономное
образовательное учреждение высшего образования
«Национальный исследовательский Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского»**

ГЕОПОЛИТИКА

Учебно-методическое пособие

Рекомендовано методической комиссией Института международных отношений и мировой истории для студентов ННГУ, обучающихся по направлению подготовки 41.03.05 «Международные отношения»

Нижний Новгород
2018

УДК 811.133.1
ББК Ш 147.11я73
С 50

С 50 ГЕОПОЛИТИКА. Составители: Смирнова О.А., Афоньшина А.И., Бузаева О.И.: Учебно-методическое пособие. – Нижний Новгород: Нижегородский госуниверситет, 2018. – 27 с.

Рецензент: д. полит. наук, профессор **Н.К. Радина**

В настоящем пособии собраны материалы на французском языке, предназначенные для изучения особенностей геополитических процессов на международной арене. Приведен список основных понятий, используемых для описания геополитической борьбы акторов международных отношений, дана характеристика основных игроков, а также их цели и методы борьбы на региональном и международном уровнях.

Пособие предназначено для студентов старших курсов, обучающихся по направлениям подготовки «Международные отношения», а также аспирантам и преподавателям Института международных отношений и мировой истории.

Ответственный за выпуск:
председатель методической комиссии ИМОМИ ННГУ,
к.и.н., доцент Шмелев А.П.

УДК 811.133.1
ББК Ш 147.11я73

© **Национальный исследовательский
Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского, 2018**

Введение

В настоящем пособии собраны материалы, предназначенные для изучения многозначности понятия геополитики и геополитической борьбы основных игроков на международной арене. В частности, в пособии затрагиваются актуальные проблемы современной эпохи международных отношений, дается характеристика понятия геополитики и геополитического конфликта. Кроме того, в пособии уделяется особое внимание появлению и развитию так называемых «горячих точек», а также приводится анализ геополитического положения стран в основных регионах мира.

Пособие содержит тематический глоссарий, упражнения, необходимые для активизации словарного запаса и усложнения грамматических конструкций, а также оригинальные статьи, необходимые для развития речевых и аналитических навыков на французском языке.

Целью данного учебно-методического пособия является развитие коммуникативной и языковой компетенции у студентов-бакалавров 3-го, 4-го курсов, а также магистров 1-го, 2-го годов обучения Института международных отношений и мировой истории, изучающих французский язык.

Пособие предназначено для студентов, обучающихся по специальностям «Международные отношения», а также аспирантам и преподавателям Института международных отношений и мировой истории.

GLOSSAIRE

1. Acteurs de la géopolitique

Trop souvent les acteurs de la géopolitique sont réduits aux États et aux Firmes Transnationales (FTN), comme si toute décision de ceux-ci était immédiatement suivie d'effet, alors que la réalité est plus complexe et les « donc », qui suivent l'énoncé des mesures décidées sont abusifs. Par conséquent, il ne faut jamais négliger les actions des sociétés, des groupes de pression, des médias, de toutes les forces qui acceptent, refusent, transforment ou détournent ces décisions.

2. Angle mort

« L'Afrique est un angle mort du monde ». En se basant sur les chiffres officiels concernant ce continent dans le commerce mondial et les IDE, on estime donc avoir affaire à des territoires à l'écart. Mais d'autre part, ce qui ne se voit pas directement, et de ce point de vue là, l'Afrique, est souvent hors du champ des observateurs statistiques officiels. Aux différentes échelles, l'angle mort est souvent intégré aux circuits de la globalisation, dans la place qui lui est faite (contrainte) ou qu'il a choisie, c'est-à-dire dans l'économie informelle, les zones grises de la mondialisation. C'est oublier aussi que l'Afrique depuis le 11 septembre est l'objet d'une attention croissante de la part des anciennes métropoles coloniales (la Françafrique, toujours) et de celle de nouveaux partenaires : États-Unis, Chine, Brésil

3. Choc des civilisations

En 1993, S. Huntington voit au contraire le « clash » des civilisations, définies en fonction de leur appartenance culturelle et religieuse : il en distingue 8 aires, occidentale, islamique, hindoue, slave orthodoxe, africaine, latino américaine, japonaise et confucéenne. Pour lui, le conflit majeur risque d'opposer le monde islamique aux autres et surtout à l'Occident, la religion recouvrant en fait des buts de domination politique. Constatant de plus que les pays démocratiques ne se font pas la guerre, il souhaiterait que les pays musulmans deviennent démocratiques, et cela n'est pas impossible (cf. la Turquie ou l'actuelle Indonésie). Mais trop souvent les valeurs universelles des puissances occidentales ont été bafouées par elles mêmes, lorsque cela servait leurs intérêts (cf. les violences de la colonisation). Elles sont perçues souvent comme une expression de l'impérialisme occidental

4. Droit de la mer

La Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer à Montego Bay en 1982, ratifiée par 148 États (mais pas par les États-Unis, l'Iran, la Corée du Nord, Israël, la Libye, le Maroc et la Turquie) officialise les Zones Économiques Exclusives, à 200 miles marins des côtes, dans lesquelles les États à qui elles appartiennent ont des droits souverains : exploration, exploitation, gestion des ressources naturelles, du sous sol et des fonds marins. Mais les autres États peuvent y circuler librement, avec des intentions pacifiques. Elle n'a été appliquée qu'en 1994

5. Droit d'ingérence, devoir d'ingérence

Cette notion est récente dans sa forme, qui défend le droit et même le devoir de ne pas laisser un État perpétrer des massacres sur son territoire national, donnant aux autres États un droit moral d'intervenir pour rétablir l'État de droit et le respect des Droits de l'Homme.

6. Embargo

Dans le cadre d'un conflit ou de sanctions contre un État ou un groupe d'État, certains États peuvent interdire de commercialiser certaines marchandises. Pendant la guerre froide, les pays Occidentaux s'étaient engagés à ne pas livrer de technologie sensible aux pays communistes (COCOM). L'efficacité de l'embargo reste à prouver, car les États ne sont pas tous d'accord entre eux pour le mettre en œuvre. Les populations des pays frappés par l'embargo souffrent, et les autorités visées par lui, utilisant ce mécontentement, se maintiennent au pouvoir en utilisant le nationalisme, la xénophobie, ou le racisme contre ceux qui l'appliquent.

7. Firmes transnationales

Elles ont un fort ancrage territorial, dans celui où elles ont leur centre, d'où elles dirigent les filiales qui sont dans les autres territoires. Elles ont des stratégies à l'échelle mondiale :

- contrôle des sources d'énergie et de matière première
- tourner les éventuels obstacles tarifaires ou non tarifaires des États où elles s'installent
- profiter : des bas salaires, des législations laxistes en matière sociale, fiscale, environnementale
- produire sur un nouveau marché, et compenser la perte de l'avantage technologique : la FTN gagne sur les deux tableaux : elle contrôle un marché d'équipement, et par l'importation à partir de ses filiales étrangères, le marché de renouvellement de son territoire d'origine.
- drainer l'épargne des nationaux des autres Pays. Leurs relations avec les États sont complexes : elles peuvent les contraindre, surtout s'ils sont faibles, à pratiquer du dumping social, salarial, fiscal.

8. États

Un État n'existe pas sans territoire, avec ses frontières, son organisation politique, ses lois, sa souveraineté. Il peut être national ou multinational, mais le XXe siècle est celui de l'État Nation, d'où une certaine balkanisation du monde au nom du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes.

9. Frontières

Internationales : limite entre deux États, qui peut être ethnique, sociale, politique, religieuse. La frontière (border) peut être fermeture : rideau de fer ou ligne d'armistice entre les deux Corées, ouverture : Union européenne, interpénétration : espace frontalier héritant des deux États : frontière Mexique États-Unis.

Intérieures : (frontier) : elle est alors liée à la mise en valeur d'un territoire comme aux États-Unis où elle est devenue un mythe, et aux fronts pionniers comme au Brésil. Confins, quand elle est une marge et une périphérie, généralement à l'écart du reste du pays

10. Génocide, ethnocide

Les deux mots apparaissent à la fin de la seconde guerre mondiale, pour caractériser les actions menées par les nazis et les japonais. Il faut trois critères :

- les victimes appartiennent à un groupe national, ethnique, racial ou religieux
- elles sont tuées ou persécutées pour leur appartenance à ces groupes, quels que soient les moyens mis en œuvre pour ce faire.
- c'est un crime perpétré ou organisé par un État

L'ethnocide, qui date de la même période, concerne l'assimilation forcée de population qui doivent renoncer à leur langue, à leur culture, comme au Tibet ou pour les aborigènes d'Australie. Ce que le génocide fait aux corps, l'ethnocide le fait à l'esprit.

11. Géopolitique

La géopolitique est l'étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des Etats et sur les relations internationales. Le terme géopolitique, quant à lui, a été utilisé pour la première fois par Rudolf Kjellén, professeur suédois de Science Politique/Géographie qui définit la géopolitique comme "la science de l'Etat comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est-à-dire l'Etat comme pays, territoire, domaine ou, plus caractéristique, comme règne. Dans les années 1970-1980 l'étude des nouveaux conflits lui a permis de retrouver une légitimité par l'utilisation des connaissances de la géographie physique et humaine, de l'histoire et de la science politique. Les enjeux de la géopolitique sont désormais liés à ceux de la démographie, des flux migratoires, de la prolifération nucléaire, de l'accès à l'eau potable, des ressources alimentaires, du réchauffement climatique, des régionalismes...

12. Guerre

Elle présente des caractères spécifiques : c'est une violence collective, même si les groupes belligérants sont peu nombreux, légale, au service d'un groupe politique, au contraire du crime individuel. On peut classer les guerres par leur durée et leur intensité :

- guerre courte, que les États espèrent toujours, car elle coûte moins cher en hommes et financièrement,
- guerre longue, quand il y a équilibre des forces,
- guerres totales, engageant les combattants et l'ensemble des forces des belligérants jusqu'à la victoire finale, et dans lesquelles les chefs militaires s'imposent aux politiques. Ce type se développe quand les conflits durent (1914/1918, 1939/1945)

Dans le monde actuel, on peut plutôt parler de conflits, car la paix ne se distingue plus beaucoup de la guerre, les cibles civiles des cibles militaires, ainsi des conflits dans certains pays africains, qui peuvent reprendre à tout moment

13. Hardpower/softpower

Un État peut défendre sa souveraineté et ses intérêts nationaux de plusieurs façons. Soit par la projection de sa force militaire, comme dans le cas de l'intervention israélienne au Liban-Sud : on parle alors de hardpower ; soit par des processus d'influence économique ou culturelle, le cinéma peut ainsi étendre des « valeurs » ou diffuser des normes de comportements sans passer par la puissance militaire : on parle alors de softpower.

14. Super, hyper puissance

C'est en 1998, sous la présidence Clinton, qu'Hubert Védrine a forgé le néologisme d'hyperpuissance, utilisé depuis à toutes les sauces, pour la Chine par exemple. On parlait jusque là de grande puissance (en Europe par exemple) et de super puissances pendant la guerre froide. La puissance, qui permet de contraindre les autres par différents moyens à faire ce qu'ils ne voulaient pas faire. Les États-Unis et l'URSS ont exercé une sorte de domination conjointe, opposée mais aussi complice. La fin de l'URSS a laissé seuls les États-Unis, sans rivaux à leur taille, ils ont pensé alors avoir gagné le combat contre les ennemis de la liberté, de la démocratie, de l'économie capitaliste libérale : ils sont l'hyperpuissance.

15. Terrorisme

La définition la plus courante est la suivante :

- Faire le maximum de victimes avec le minimum de moyens et d'acteurs, au besoin par le sacrifice des auteurs de l'attentat.
- Utiliser les médias pour impressionner les spectateurs. A la guerre, on cherche à battre militairement l'ennemi. Là, il s'agit d'avoir le maximum de médiatisation, pour impressionner les populations civiles, et les faire vivre dans la crainte d'un nouvel attentat.
- Viser les cibles civiles, en utilisant des lieux ou des dates symboliques au besoin. C'est donc un mode de communication, dans une relation d'asymétrie, entre le plus fort (victime de l'attentat) et le plus faible (auteur de l'attentat), tout cela au service d'une stratégie et de revendications, politiques, ethniques, religieuses, sociales, ou mafieuses. Avec la mondialisation, le terrorisme s'est complexifié : fanatiques religieux (Al Qaeda), nationalistes (les Tigres tamouls), pirates de Somalie ou d'Indonésie, trafiquants de drogue, de produits rares, d'armes, mafias du monde entier, cyber terroristes, voire sectes, comme Aum au Japon en 1995.

QU'EST-CE QUE C'EST LA GÉOPOLITIQUE?

La lecture

Le terme de géopolitique, que l'on utilise tant de nos jours, désigne en fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoir ou d'influence sur des territoires et donc sur les populations qui y vivent rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes, et pas seulement entre des États, mais aussi entre des mouvements politiques ou même des groupes armés plus ou moins clandestins ; rivalités pour le contrôle ou la domination de territoires qu'ils soient de grande ou de petite taille.

Les rivalités géopolitiques, par exemple, ne se déroulent pas seulement dans une très vaste région comme le Moyen-Orient (3 000 km d'ouest en est, 4 000 du nord au sud) où il y a l'enjeu d'énormes gisements de pétrole. Le cas d'Israël et de la Palestine montre depuis plus d'un demi-siècle qu'un conflit pour de tout petits territoires (quelques dizaines de kilomètres d'est en ouest) où pourtant il n'y a pas de pétrole, peut être acharné et que ses répercussions loin du Proche-Orient peuvent être très graves, notamment en Europe. En effet, les rivalités de pouvoir ont pris depuis un quart de siècle une dimension mondiale, depuis que des groupes islamistes s'efforcent d'entraîner de gré ou de force l'ensemble des musulmans dans la lutte - le djihad contre l'Occident, en l'occurrence l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, qu'ils accusent de vouloir pervertir l'islam. La formidable montée en puissance de la Chine depuis une vingtaine d'années laisse augurer de nouveaux rapports de force en Asie et de part et d'autre de l'océan Pacifique. Les raisonnements géopolitiques aident à mieux comprendre les causes plus ou moins anciennes de tel ou tel conflit et à voir plus clair dans les controverses qui opposent des peuples rivaux. La plupart des problèmes géopolitiques résultent d'histoires compliquées.

Mais il ne suffit pas de se référer à l'histoire pour mieux comprendre comment on en est arrivé à tel conflit. Il faut aussi se soucier du présent et observer grâce aux informations dont on dispose, comment tel conflit se déroule sur le terrain, sur quel genre de territoire. Surtout si ce conflit nous concerne et nous inquiète, il faut connaître les grandes lignes de la situation présente et se demander comment elle peut évoluer, quels sont les risques qu'elle s'envenime et se propage, quels sont les scénarios possibles et quels peuvent en être les contrecoups dans des pays plus ou moins proches, compte tenu de leurs problèmes internes. Pour cela, on doit recourir à des cartes très différentes. mais il faut avoir l'idée de les combiner utilement.

La méthode des diatopes. Il est possible de représenter schématiquement la combinaison hiérarchisée de différents pouvoirs par les cartes des territoires qu'ils contrôlent ou qu'ils se disputent, mais aussi par les cartes de leurs relations extérieures. Comme les tailles du territoire de ces États sont très inégales - les uns se mesurent en kilomètres et d'autres en centaines ou en milliers de kilomètres -, ces cartes doivent être établies à des échelles différentes. Mais il faut surtout combiner et hiérarchiser les informations qu'elles fournissent.

Je propose d'appeler « diatope » le type de représentation schématique formée par la superposition de cartes vues en perspective cavalière et d'échelles différentes. La carte à très petite échelle qui forme le sommet du diatope « montre » en haut de la page ce que l'on pourrait voir ou imaginer depuis un satellite d'observation terrestre. La carte qui forme en bas de la page, le bas du diatope est à relativement grande échelle et correspond à une observation à relativement basse altitude. Entre le haut et le bas du diatope, il y a des niveaux d'observation intermédiaires. Il n'est pas obligatoire de commencer par le niveau supérieur du diatope et il est préférable de se soucier d'abord du niveau où se pose le problème le plus préoccupant. Pour reprendre la comparaison avec le pilote d'avion et ce

qu'il voit à plus ou moins haute altitude. il faut surtout s'intéresser au territoire qui est l'objet de sa mission et, ensuite, voir de plus haut pour mieux comprendre ce qui s'y passe ou aller plus bas pour avoir des informations plus précises.

Ce terme nouveau de diatope est forgé à partir du mot grec topos qui signifie «lieu». Mais on peut lui donner le sens plus général d'espace, faute d'avoir en grec l'équivalent de khronos, terme general qui signifie le temps, quelle que soit la durée. Mais avec topos, les mathématiciens ont fait le terme de topologie qui désigne une des grandes parties des mathématiques. Les définitions de la topologie sont devenues très savantes, le mot était synonyme de géométrie de position ou d'analyse de situation, ce qui est intéressant du point de vue géopolitique. Dans le mot diatope, le préfixe dia qui signifie non seulement séparation-distinction mais aussi «à travers », désigne la distinction des différents niveaux d'analyse spatiale qui sont représentés par les différents plans du diatope. Entre ceux-ci, il faut envisager des relations de cause à effet, pour avoir l'idée de leur articulation.

La méthode du diatope permet de mieux saisir les contrecoups proches ou lointains des conflits géopolitiques. L'analyse d'une situation, qu'elle soit locale, régionale, implique la prise en compte de rapports de force qui se déploient à des niveaux supérieurs sur des espaces de bien plus grande envergure. Il faut donc tenir compte des distances, tout comme de la taille des territoires.

Les rivalités géopolitiques, les rapports de force et les mouvements qui en sont les manifestations combinent plus ou moins directement des distances et des territoires qui relèvent d'ordres de grandeur différents. Différents niveaux d'analyse d'une situation géopolitique de nos jours, de très grandes puissances interviennent à plusieurs milliers de kilomètres de leurs frontières dans des conflits très localisés (comme celui du Kosovo, dans l'ex-Yougoslavie) ou dans des pays comme l'Irak où les tensions géopolitiques étaient déjà grandes entre les différents groupes religieux ou nationaux. Aussi faut-il examiner non seulement des situations géopolitiques fort éloignées les unes des autres, mais aussi de dimensions très différentes: par exemple, celle du très grand État que sont les États-Unis, qui a des enjeux très différents hors de ses frontières et dont l'armée se tient en mesure d'intervenir à 13 000 km de sa capitale dans un très petit État comme Israël. Il faut donc raisonner à différents niveaux d'analyse spatiale.

La méthode des diatopes permet d'y voir plus clair, de poser plus distinctement les problèmes. Le plus délicat est d'envisager les interactions entre ces différents niveaux d'analyse. Or, à cause du développement des phénomènes de la mondialisation, notamment de la puissance croissante des moyens de transport aérien à grande distance, de la diffusion immédiate et massive par Internet de toutes sortes d'images, d'idées et d'informations, les interactions sont de plus en plus nombreuses et rapides entre les situations locales ou nationales et les changements de niveau planétaire. Cela a une très grande importance dans la multiplication des conflits et l'évolution rapide des situations géopolitiques.

Des conflits et leurs répercussions à grande distance. L'intérêt croissant que l'on porte aux questions géopolitiques traduit le fait que nombre de citoyens ont pris conscience que des conflits entre des pays plus ou moins lointains, la plupart situés de nos jours autour de la Méditerranée, peuvent se répercuter en Europe occidentale et notamment en France. Car ses relations géopolitiques sont multiples et fort importantes avec les pays méditerranéens. Raisonner sur les problèmes géopolitiques et sur les risques qu'ils comportent n'est pas réservé aux spécialistes et aux responsables politiques dont la tâche est de prendre des mesures de précaution ou de défense. Celles-ci concernent l'ensemble des citoyens, et il importe qu'ils puissent mieux comprendre la complexité et la gravité de certaines questions qui se posent dans des contrées plus ou moins proches de notre pays, afin qu'ils fassent

preuve de sangfroid devant certaines menaces ou de prétendues solutions qui pourraient être encore plus dangereuses.

Si la plupart des conflits géopolitiques se déroulent entre des forces qui sont territorialement proches les unes des autres, entre des États voisins, de part et d'autre d'une frontière ou d'une ligne de front, il y a aussi des rapports de force entre des pays qui séparent de très grandes étendues marines. L'exemple le plus spectaculaire de tels contrecoups est évidemment le raid de kamikazes arabes (saoudiens pour la plupart) lancé par le groupe islamiste Al-Qaida sur les tours du World Trade Center à New York, le 11 septembre 2001. Pour le moment, l'issue de la guerre d'Irak est obscure, car le retrait sans doute prochain des troupes américaines, en raison de l'opposition croissante de l'opinion aux États-Unis, peut conduire à d'autres conflits.

I. Donnez l'explication des mots clés et composez les phrases avec ces mots

Géopolitique

Organisations internationales

ONG

Europe

Eurogroupe

France

Réchauffement

Mondialisation

Conflits

Armements

Sciences humaines/sociales

Espace

Diatope

II. Les questions

- Qu'est-ce que c'est la géopolitique?
- Où peut-on observer les rivalités géopolitiques aujourd'hui ? Quelles sont ces rivalités ?
- Comment peut-on comprendre les raisons des problèmes géopolitiques ?
- Selon l'auteur qu'est-ce que c'est « le diatope » ?
- Quels sont les avantages de la méthode du diatope ?
- Est-ce qu'aujourd'hui on peut observer les conflits seulement entre des États voisins ? Pourquoi ?

Les textes supplémentaires

Lisez ces textes et relevez l'idée principale de chacun dans 4-5 phrases.

La géopolitique est une science humaine qui étudie les conséquences de la géographie sur les relations internationales et les politiques internationales, et inversement.

Si cette science est ancienne, son nom (composé des mots « géo », la terre en grec, et « politique ») n'apparaît quant à lui que tardivement. Le terme, qui désigne alors la science qui étudie les rapports entre la géographie des États et leur politique, fut en effet créé par Rudolf Kjellén, professeur de

sciences politiques suédois, au début du XX^e siècle (*Stormakterna*, 1905). Il s'inspire des travaux du géographe allemand Friedrich Ratzel, et notamment de son ouvrage *Géographie politique* (1897). Dans ce dernier, Ratzel s'efforce de comparer l'Etat à un être vivant en quête d'accroissement. Développée principalement en Allemagne après la Première Guerre mondiale par Haushofer sous le nom de Geopolitik, cette science, qui a notamment appuyé les volontés nazies d'expansionnisme, est bannie en France. Ce n'est qu'en 1936 que Jacques Ancel publie l'ouvrage *Géopolitique*, dans lequel il rejette le déterminisme de l'école allemande. Il faut attendre l'après-Seconde Guerre mondiale pour qu'Yves Lacoste donne à la géopolitique toute son importance en France. En Grande-Bretagne, le terme se développe principalement grâce aux travaux de Halford Mackinder (créateur de la théorie du Heartland), bien que ce dernier n'ait jamais employé le terme de géopolitique. L'Américain Nicholas Spykman lui emboîtera le pas, créant le terme de Rimland. Plus récemment, on peut citer Samuel Huntington (auteur de *Le Clash des Civilisations*) en tant que géopoliticien de la fin du XX^e siècle.

Aujourd'hui, la géopolitique est aussi comprise comme un outil de politique étrangère servant à la compréhension des relations internationales dans un souci de prédiction. Si l'on a l'habitude d'évaluer la position stratégique d'un Etat selon des critères bien définis (sa localisation géographique, sa superficie, la taille de sa population, son climat, sa topographie, ses matières premières et son avancement technologique), la géopolitique va plus loin et propose quant à elle d'analyser les relations internationales entre Etats. Il est dès lors possible d'identifier les acteurs et enjeux de pouvoir au sein d'une zone donnée, par exemple à l'aide de cartes et de statistiques. Il ne faut cependant pas confondre la géopolitique avec la géostratégie, qui cherche plutôt à élaborer des stratégies diplomatiques, économiques ou militaires : la géopolitique est donc bien souvent un préalable à la géostratégie.

Enfin, le terme de géopolitique étend son importance au-delà des aspects territoriaux, pour toucher par exemple les sciences sociales ainsi que les lois internationales. Il s'applique désormais également à l'expansion de certaines multinationales (on parle alors de géopolitique macroéconomique ou géopolitique entrepreneuriale) en tant que discipline qui étudie les facteurs, les relations et les tendances macro-politiques qui touchent certains pays. Il s'agit dès lors d'utiliser la géostratégie afin de mettre au point de véritables stratégies d'expansion économique et de croissance organisationnelle. (<http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/15708-quest-ce-la-geopolitique>)

La géopolitique, c'est quoi?

C'est une question qui mérite d'être posée, dans les médias le terme de « géopoliticiens » est fréquemment utilisé pour parler d'experts dont le domaine semble être les relations internationales, les problèmes de défense, ou l'étude d'une région particulière. De nombreux ouvrages de « géopolitique » sont publiés. Si on lit toutes ces productions, il apparaît rapidement qu'il est question de relations internationales, de stratégie ou plus généralement de politique de défense et une catégorie mixte qu'on appellera études régionales (par exemple: un expert du proche-orient, un livre sur l'Amérique Latine).

Exemple assez typique, les ouvrages du type « géopolitique de XX »(parfois un continent...), certes ces livres comprennent des cartes mais ils ne font pas de géopolitique. Ce sont des ouvrages de géographies, d'économie, éventuellement d'histoire et même d'ethnographie et ils rendent des grands services mais leur titre pose problème.

Au fond, géopolitique semble désigner aujourd'hui tout ce qui a vaguement trait aux affaires étrangères.

Or il semble qu'à l'origine, « géopolitique » désigne tout autre choses. Si l'on prend une perspective historique, le terme apparaît au début du XX^{ème} siècle sous la plume du suédois Rudolf Kjellen, ce dernier était très inspiré par un allemand, Friedrich Ratzel, auteur de *Politische Geographie* (géographie politique) publié en 1897 et aussi inventeur du concept de *Lebensraum*, l'espace vital. Ainsi est né la géopolitique, un enfant hybride né de l'union entre la géographie et une science politique encore balbutiante. Il faut penser l'État et son devenir en l'étudiant avec la géographie.

Avec les anglo-saxons, McKinder et Spykman, on passe à l'échelle globale et c'est désormais l'ensemble des relations internationales et la conduite des États qu'il faut penser à travers le prisme de la géographie. « Qui contrôle le rimland contrôle l'Eurasie. Qui contrôle l'Eurasie contrôle le destin du monde. » Dans tout ces cas, de Ratzel à Spykman, les constats et les jugements normatifs se mélangent. Il s'agit tout à la fois d'étudier et de donner à sa patrie une stratégie. Mais quoiqu'il en soit les principaux éléments sont posés, il s'agit d'étudier des faits politiques et de les mettre en relations avec la géographie. La géopolitique par définition comporte une part de déterminisme géographique.

C'est pour cela que la fortune du terme géopolitique est problématique. Car en aucun cas la géopolitique ne se confond avec les relations internationales(branche des sciences politiques) ou à la diplomatie. Ce blog lui même participe à cette coupable confusion en multipliant les articles tagés ou catégorisés « géopolitique » par paresse et manque de rigueur, d'où la création du catégorie « relations internationales ».

Plus ou moins qu'une discipline, la géopolitique est une approche. Elle part du postulat que la géographie est déterminante dans l'évolution du phénomène politique étudié. Il peut s'agir des relations internationales prises dans leur ensemble ou d'un État en particulier. Ainsi la thèse de Spykman sur le rimland conduit nécessairement à considérer que ces espaces intermédiaires entre le cœur eurasiatique et les îles périphériques constituent le cœur des relations internationales autour duquel l'ensemble du système va s'ordonner. Cette thèse permet donc d'expliquer (ou de justifier? C'est l'ambiguïté...) l'intérêt constant des États-Unis pour l'Europe et l'Asie de l'est. Il s'agit donc d'un outil d'analyse des relations internationales mais il est loin d'être le seul, on peut aussi utiliser la culture, l'économie, le poids de l'histoire....

Il ne s'agit pas simplement de sémantique, laisser les termes dériver c'est prendre le risque de faire fausse route, d'embourber la pensée dans un marais. Il existe sans doute d'autres manières plus intelligentes d'aborder le problème, cet article se veut donc d'abord et avant tout un appel à contribution. Qu'est ce que la géopolitique? (<https://karkemish.wordpress.com/2009/02/20/la-geopolitique-cest-quoi/>)

LES POINTS CHAUDS

L'Afrique

Afrique dont il est question est surtout celle qui s'étend au sud du Sahara; on l'appelle l'Afrique tropicale ou, plus couramment, l'Afrique noire. C'est, grosso modo, les deux tiers de la superficie du continent; elle représente près des trois quarts de sa population. Depuis des décennies, les médias évoquent la «pauvreté chronique», marquée périodiquement par la famine dans de nombreuses régions. Depuis une dizaine d'années, précisément depuis le génocide perpétré en 1994 au Rwanda, s'ajoutent à cette image les récits de nombreuses atrocités, lesquelles font chaque année des dizaines de milliers de victimes. Ces tragédies se répercutent d'un pays à l'autre, sans que les enjeux et les protagonistes puissent en être clairement perçus. Ce sont ce que l'on appelle couramment des «conflits ethniques », qui éclatent localement dans la plupart des pays d'Afrique noire entre des peuples voisins dont les caractéristiques ethniques sont plus ou moins différentes. Ces conflits ont plusieurs origines.

Des séquelles de la décolonisation et de la « guerre froide ». En Afrique tropicale, les nombreuses colonies françaises et britanniques ont eu la chance d'être «décolonisées» d'un coup, avant même que s'y développent de grandes luttes pour l'indépendance. À la fin des années 1950, les gouvernements français et britanniques estimèrent qu'il était préférable de confier le pouvoir à des Africains «modérés» pour mener avec eux des politiques de coopération. Cela fut aussi le cas au Congo belge, mais les grandes compagnies minières crurent habile de soutenir un mouvement africain séparatiste. Il en résulte une guerre civile vers 1960, qui eut pour effet d'attiser les rivalités ethniques. Dans les colonies portugaises, l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau, le gouvernement portugais se refusa à une politique de décolonisation; aussi les luttes pour l'indépendance durèrent-elles de 1960 à 1975, continuant même encore vingt ans en Angola.

La lutte d'influence entre l'URSS et les États-Unis se déroula aussi dans le nord-est de l'Afrique: l'Éthiopie, que l'on peut considérer comme un bastion chrétien entouré de pays musulmans, fut longtemps soutenue par les États-Unis. L'URSS soutenait pour sa part la Somalie musulmane et les révolutionnaires musulmans d'Érythrée qui combattaient pour se libérer des Éthiopiens. Mais l'empereur d'Éthiopie fut renversé en 1974 par une révolution marxiste, soutenue par les Soviétiques. Du coup, les Américains soutinrent les combattants érythréens. Une guerre très dure opposa ensuite, de 1998 à 2000, Érythréens et Ethiopiens, ceux-ci voulant retrouver un débouché sur la mer Rouge.

La multiplication des « conflits ethniques» et le génocide au Rwanda. En Afrique tropicale se multiplient des luttes plus ou moins graves, opposant des peuples autochtones voisins les uns des autres, sans que des puissances étrangères y jouent un rôle important. C'est le cas au Nigeria, dans le delta du Niger, où l'exploitation du pétrole suscite de multiples rivalités locales. En Afrique de l'Est, aux abords des Grands Lacs, au Soudan, en Somalie, au Congo, mais aussi en Afrique de l'Ouest, au Liberia, en Sierra Leone, il s'agit de conflits bien plus graves. Ces conflits sont avant tout internes, opposant populations plus ou moins voisines, parfois imbriquées les unes aux autres, comme les Tutsis et les Hutus au Rwanda. En 1994, la crise politique qui sévissait depuis des décennies dans ce très petit État surpeuplé (8.3 millions d'habitants sur 26000 km², soit 320 habitants au km²) s'est transformée en génocide (800 000 morts), des fanatiques hutus ayant décidé d'exterminer les Tutsis, le groupe minoritaire. Ces derniers, ayant repris le pouvoir grâce à l'aide de l'Ouganda, l'État voisin, ont pourchassé leurs adversaires jusqu'au Congo. Ce vaste pays a ensuite connu, par une série de contrecoups, des interventions militaires de multiples États plus ou moins proches de ses frontières.

La poussée islamiste et les rivalités pétrolières. En Afrique de l'Ouest, la fameuse guerre du Biafra opposa, de 1967 à 1970, le gouvernement du Nigeria aux Ibo, ceux-ci se lançant dans une tentative de sécession pour se réserver les gisements de pétrole que l'on venait de découvrir dans le delta du Niger. Depuis les années 1980, les tensions internes au Nigeria peuvent être pour une grande part expliquées par un mouvement géopolitique d'envergure mondiale: la poussée de partis islamistes. Au Nigeria, ceux-ci s'appuient sur la masse des musulmans du Nord - notamment les Haoussa – pour imposer la charia aux populations du Sud, qui sont par ailleurs plus ou moins rivales les unes des autres, celles du Sud-Est étant chrétiennes, alors que celles du Sud-Ouest, les Yorouba, sont musulmanes, mais rivales des Haoussa. On peut considérer qu'il en est de même au Soudan depuis les années 1960 et surtout les années 1980. Mais le pétrole n'est pas sans rapport avec ce conflit, car d'importants gisements ont été découverts dans le sud du pays. Après qu'un accord eut enfin été établi entre le gouvernement central soudanais et celui du Sud, pour un partage équitable des revenus du pétrole, une insurrection contre le gouvernement soudanais a éclaté en 2003 au Darfour, dans le sud-ouest du pays, bien que les populations noires y soient musulmanes. L'enjeu est là aussi le partage des futurs revenus du pétrole, dont l'exploitation se développe rapidement grâce à l'intervention massive des Chinois. On craint que la guerre au Darfour ne devienne un génocide.

Qu'ils soient des séquelles des guerres coloniales ou se combinent avec la poussée islamiste, les conflits que connaissent les États d'Afrique noire sont d'abord des conflits internes et se déroulent entre des forces locales ou régionales qui correspondent pour la plupart à des groupes dont les particularités ethniques sont plus ou moins marquées. D'où l'expression de «conflits ethniques», qui est employée dans les médias occidentaux.

Les conséquences encore actuelles de la traite des esclaves. Pour expliquer ces conflits, il faut tenir compte de l'extrême diversité ethnique et linguistique de l'Afrique tropicale (on y parlerait plus de 2000 langues) et des conséquences de la traite des esclaves qui y eut cours jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

On peut constater que depuis une quinzaine d'années, les conflits ethniques ont tendance à se multiplier et à s'aggraver. Cela peut être expliqué dans une grande mesure par la très forte croissance démographique. L'accentuation et la multiplication des rivalités ethniques résultent aussi de facteurs politiques récents. Dans chaque État africain, depuis son indépendance, le pouvoir a ainsi été exercé par des hommes politiques qui se sont tous appuyés sur le groupe ethnique dont ils étaient issus. Leurs rivalités politiciennes ont eu pour conséquence d'attiser les tensions entre ces groupes. On peut donc craindre que les conflits ethniques n'aient tendance à s'accentuer. Cela n'est pourtant pas inéluctable, comme le prouve l'évolution de l'Afrique du Sud.

I. Les questions:

- Quelles sont les caractéristiques principales du continent africain ?
- Quelles sont les conséquences économiques et politiques de la décolonisation ?
- Comment la guerre froide a-t-elle influencé la situation en Afrique ?
- Pourquoi les conflits ethniques sont-ils si sanglants en Afrique ?
- A vos avis, y a-t-il la possibilité que les conflits ethniques seront en régression ?

La géopolitique du Maghreb et du Proche-Orient

À la différence des frontières entre les États du Moyen-Orient, qui sont relativement récentes (1920) et ont été pour la plupart tracées par des impérialismes étrangers, celles qui séparent les pays du Maghreb, du moins dans les régions bien peuplées, sont très anciennes. Elles ont d'ailleurs été maintenues par les colonisateurs français. Les frontières de l'actuelle Tunisie correspondent par exemple à celles de la zone contrôlée par la puissance de Carthage (qui fut fondée il y a 2 800 ans par des Phéniciens venus de l'actuel Liban). Les frontières entre l'actuelle Algérie et le Maroc remontent quant à elles au Moyen Âge.

Toutefois, le territoire de ces États du Maghreb s'étend pour une très grande part au Sahara, où les frontières n'ont été tracées qu'au début du XXe siècle. C'est surtout le cas de l'Algérie (au total, 2,4 millions de km²), mais aussi du Maroc (710 000 km²), bien que son droit de possession depuis 1975 sur sa partie saharienne (266 000 km²) - dénommée Sahara occidental - fasse l'objet de polémiques, notamment avec l'Algérie. Celle-ci estime en effet que ce Sahara occidental (ancienne colonie espagnole) est en droit le territoire d'une République saharienne. Cette controverse, qui n'est toujours pas réglée, malgré les efforts de l'ONU, est une des raisons pour lesquelles le projet d'Union du Grand Maghreb arabe n'a pas encore de réalité. S'ajoute aussi la rivalité entre une Algérie « démocratique et populaire » et un Maroc, royaume dont le souverain est chérif, c'est-à-dire descendant du Prophète.

En comparaison de ceux du Machrek (l'Est), les problèmes du Maghreb (l'Ouest) paraissent relativement simples. La question principale est de savoir si Al-Qaida va pouvoir fortement s'implanter au Maghreb pour mener, comme elle le proclame, des opérations en France. De 1992 à 2000, l'Algérie a déjà connu une quasi-guerre civile (certes bien moindre grave que celle d'Irak) du fait qu'une organisation islamiste, le Front islamique du salut (FIS), qui avait voulu prendre le pouvoir en 1991 par des mouvements de masse (un peu comme l'avait fait Khomeiny en Iran en 1979), en fut empêchée par le pouvoir militaire. À la suite du FIS, des groupes islamistes armés (GIA) menèrent dans les villes de nombreuses actions terroristes et organisèrent des maquis dans les montagnes aux alentours d'Alger. Malgré l'emploi de méthodes draconiennes, l'armée algérienne ne parvint pas à « éradiquer » les islamistes; de guerre lasse, le président Bouteflika (succédant à une série de militaires) décida de leur accorder l'amnistie s'ils rendaient les armes et renonçaient aux actions violentes. Le calme s'est rétabli tant bien que mal, mais subsiste encore, notamment au Sahara, une organisation terroriste, le GSPC, qui a fait connaître son ralliement à Al-Qaida.

En Tunisie, le président Ben Ali mène depuis vingt ans une politique très autoritaire, avec l'argument de la lutte contre les islamistes. Au Maroc, le pouvoir royal s'efforce de limiter l'audience de ceux-ci, avec l'atout que le roi est « commandeur des croyants » et qu'il a le soutien des confréries religieuses traditionnelles. Mais on peut craindre que, après le départ des Américains d'Irak, la gloire dont se targuera Al-Qaida entraîne une grande vague islamiste dans l'ensemble du monde arabe.

L'Égypte. C'est le second pôle géopolitique du Moyen-Orient. Située entre le Maghreb et le Machrek, l'Égypte est le centre du monde arabe. Avec ses 75 millions de personnes, elle compte deux fois plus les d'habitants que le Maroc ou l'Algérie, et trois fois plus que l'Irak. C'est aussi, depuis des siècles, le centre culturel historique du monde arabe.

Après la mort de Nasser (1970), le président Sadate invita les Soviétiques à quitter l'Égypte, ce qu'ils firent sans problème. Puis, fier du fait d'armes de l'armée égyptienne sur le canal de Suez lors de la guerre du Kippour (1973), Sadate se rapprocha discrètement des Américains, et c'est avec leur soutien qu'il se rendit en 1977 à Jérusalem pour proposer la paix aux Israéliens, moyennant la restitution à l'Égypte de la péninsule du Sinaï, qu'ils occupaient depuis 1967 (et l'engagement secret de ne pas aller jeter une bombe atomique sur le barrage d'Asflan, ce qui aurait anéanti en aval la population égyptienne). Le traité de paix entre Israël et l'Égypte fut signé en 1979 sous l'égide des États-Unis. Ceux-ci sont désormais le plus grand soutien du pays, à qui ils accordent une aide financière et alimentaire considérable.

Les Frères musulmans soutinrent d'abord la révolution de Nasser contre le Wafd, mais ils entrèrent bientôt en conflit avec lui pour sa politique socialisante, visant à faire l'unité du monde arabe contre l'Arabie saoudite, ils furent soutenus par celle-ci et y trouvèrent un temps refuge. En Égypte, ils entretiennent dans les milieux intellectuels un état d'esprit plus ou moins favorable aux attentats terroristes perpétrés contre les touristes occidentaux. ce qui est un moyen de chantage sur l'État, dont les moyens financiers, outre l'aide américaine, viennent pour une bonne part des rentrées touristiques et des revenus du canal de Suez. Le président Moubarak, qui a succédé à Sadate, cherche à éviter un affrontement direct avec les Frères musulmans-, aussi a-t-il accepté qu'ils aient plusieurs sièges au Parlement. Cependant, l'influence islamiste est devenue prépondérante, non la seulement dans les milieux populaires, mais aussi chez les enseignants, les fonctionnaires et les intellectuels. Les relations des Frères musulmans et d'Al-Gaïda sont probablement proches, puisque Zawahiri le second de Ben Laden est un médecin égyptien membre des Frères musulmans. La proclamation d'une grande victoire islamiste, lors d'un retrait prochain des troupes américaines d'Irak, risque d'entraîner en Égypte et ailleurs de grandes manifestations populaires, qui pourraient bien provoquer la chute des dirigeants en place, surtout s'ils sont ouvertement les alliés des États-Unis.

La série des petits États du Proche-Orient. Entre la Turquie et l'Égypte s'alignent sur 600 km, le long d'une côte nord-sud, cinq petits États plus ou moins rivaux les uns des autres : le plus grand est au nord la Syrie (185000 km², 16 millions d'habitants), le plus petit est la Palestine (5 900 km²), qui comprend la Cisjordanie et la bande de Gaza, mais n'a pas encore les prérogatives d'un État ; la majeure partie de son territoire est occupée par l'armée israélienne. À l'exception d'Israël, ces États sont tous de langue arabe; leur complexité religieuse est plus ou moins importante, notamment au Liban (10000 km², 3,6 millions d'habitants), où l'on compte de très nombreux groupes chrétiens (maronite, orthodoxe, arménien) et musulmans (sunnite, chiite, druze).

La Syrie, tête de pont de l'Iran sur la Méditerranée. Le plus vaste de ces petits États est donc la Syrie, dont le territoire est, pour une grande part, désertique. Juste à l'est de montagnes côtières, Damas fut au Moyen Âge la capitale du premier empire arabe, l'empire omeyyade, et les dirigeants syriens en sont toujours fiers. Ce sont eux qui, durant la Première Guerre mondiale, ont mené la révolte contre les Turcs; ils ont fort mal accepté de passer ensuite sous autorité française et d'être à cette occasion séparés du Liban.

Depuis les années 1920 les Syriens n'ont cessé de vouloir rétablir leur unité avec ce petit pays voisin. Partisans de l'unité du monde arabe, nombre de Syriens ont soutenu le parti Baath, qui fondamentalement voulait faire cette unité. En 1967, après une nouvelle défaite contre l'armée israélienne, des militaires du parti Baath prirent le pouvoir en Syrie et en Irak. Cela aurait pu réaliser l'unité des deux États, mais très vite les dirigeants du Baath syrien (dirigé par Hafez el-Assad)

entrèrent en conflit avec ceux du Baath irakien (dirigé par Saddam Hussein]. Les Syriens n'ont jamais vraiment soutenu les efforts des Palestiniens pour retrouver un territoire et, lorsque ceux qui s'étaient réfugiés au Liban tentèrent d'y prendre le pouvoir, ils entrèrent dans le pays pour soutenir la communauté chrétienne maronite (1976), puis participèrent à une guerre civile compliquée qui dura quinze ans. Les Syriens n'ont enfin quitté le Liban qu'en 2005, sous la pression internationale, mais ils tentent encore d'y revenir avec l'aide de l'Iran. Les liens entre la Syrie et l'Iran remontent à 1980, lorsque Saddam Hussein entra en guerre contre ce dernier. Pour manifester davantage sa rivalité avec l'Irak, la Syrie, pourtant en grande majorité sunnite, mais dirigée par une petite minorité chiite, apporta son soutien aux Iraniens chiites. Ceux-ci ont ensuite soutenu la Syrie qui est devenue aujourd'hui une tête de pont iranienne sur la Méditerranée. Les Syriens, qui occupaient le Liban ont servi d'intermédiaire entre l'Iran, la grande puissance, et le parti chiite libanais, le Hezbollah qui combat Israël. En juillet 2006, lors de la guerre qui a opposé l'armée israélienne et les combattants du Hezbollah, ceux-ci ont fait usage contre Israël de nombreux missiles fournis par l'Iran par l'intermédiaire de la Syrie.

I. Les questions:

- Pourquoi la question des frontières reste-t-elle très importante même au XXI-ème siècle ?
- Pourquoi L'Égypte est-il le second pôle géopolitique du Moyen-Orient ?
- Quelles relations la Syrie et l'Iran ont-ils aujourd'hui ?

Les articles:

En basant sur l'information dans les textes théoriques et en utilisant les mots du glossaire donnez un résumé des articles suivants

Article 1 (<http://www.lefigaro.fr/international/2016/02/02/01003-20160202ARTFIG00063-syrie-la-presence-des-kurdes-aux-pourparlers-de-geneve-est-gelee.php>)

Syrie : la présence des Kurdes aux pourparlers de Genève est gelée.

Par Georges Malbrunot

Publié le 02/02/2016

INFO LE FIGARO - Cette présence était réclamée par la Russie. Le différend devrait être réglé le 11 février lors d'un sommet entre Moscou et Washington.

De notre envoyé spécial à Genève

«L'invitation des Kurdes aux négociations de Genève a été suspendue», confie au Figaro une source diplomatique occidentale, proche des pourparlers qui ont officiellement débuté lundi dans la ville suisse et qui visent à mettre un terme à une guerre qui a tué plus de 260.000 personnes en plus de cinq ans. Réclamée par la Russie, alliée de Damas, la participation des combattants kurdes, qui luttent dans le nord de la Syrie contre Daech, était dénoncée par la Turquie qui menaçait de boycotter les négociations de Genève. «Il y a un fort désaccord entre certains pays sur cette question, ajoute le diplomate. L'ONU attend que le différend soit réglé».

Le litige a été abordé lors d'une rencontre lundi à Genève entre le vice-ministre russe des Affaires étrangères Guennadi Gatilov et l'Américaine Anne Patterson, en charge des négociations sur la transition syrienne. «Les Kurdes doivent être patients», fait valoir un diplomate onusien qui négocie

en coulisses. En fait, ce différend devrait être réglé le 11 février lors d'une rencontre à Munich en marge d'un sommet sur la sécurité entre les chefs de la diplomatie américaine John Kerry et russe Sergueï Lavrov.

Le compromis pourrait être le suivant: le chef des combattants kurdes Saleh Mouslim, qui attendait en coulisses en Suisse, pourrait être accepté par ses détracteurs. En échange, la Russie consentirait à accepter Mohammed Alloush, le chef des négociateurs de l'opposition syrienne qui appartient à l'Armée de l'islam, un groupe rebelle islamiste que Moscou considère comme terroriste.

«Les choses vont bouger»

La délégation de l'opposition, soutenue par Riyad, Ankara et Paris notamment, s'oppose également à une présence kurde à la table des délicates négociations qui vont se poursuivre ce mardi matin par une rencontre entre l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura et les représentants du régime syrien.

«C'est un cessez-le-feu sur le terrain qui fera la différence auprès de la population»

Staffan de Mistura, émissaire de l'ONU en charge de la Syrie

Lundi soir, l'émissaire onusien s'est entretenu pendant deux heures avec la délégation de l'opposition. «Nous avons reçu des messages très positifs de de Mistura» déclarait un de ses porte-parole à l'issue de la rencontre avec l'émissaire de l'ONU en charge de la Syrie. Quelques minutes plus tard, Staffan de Mistura annonçait officiellement le début des pourparlers qui doivent théoriquement durer six mois en vue d'établir un gouvernement de transition et aboutir à un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire syrien.

Au-delà des mesures humanitaires réclamées par l'opposition avant d'entamer ces pourparlers indirects avec le régime, l'établissement d'un cessez-le-feu est la priorité de Staffan de Mistura, comme il l'a confié lundi soir au Figaro. «Le moment est venu pour les pays qui soutiennent ces pourparlers de parler du cessez-le-feu, car les choses vont bouger. Le régime va commencer à faire des gestes humanitaires. Il y est contraint par les Russes. Il a déjà commencé des ouvertures, mais nous voulons beaucoup plus. Nous voulons des gestes continus sur des libérations de prisonniers et des accès plus rapides aux villes assiégées». «Mais, ajoute de Mistura, ces gestes humanitaires resteront marginaux, c'est un cessez-le-feu sur le terrain qui fera la différence auprès de la population.

Tant que les pourparlers n'avaient pas commencé, je n'avais pas la possibilité de lancer ce message fort sur un cessez-le-feu. C'est la raison pour laquelle, j'ai annoncé formellement lundi soir le début des pourparlers. Et je dis maintenant aux grands pays qui soutiennent le processus, comme cela a été convenu à Vienne fin octobre, aux Américains, aux Russes, aux Saoudiens et aux Turcs, commencez d'user de votre influence sur le terrain pour organiser un cessez-le-feu. La balle est maintenant dans votre camp. Il faut lier Genève au cessez-le-feu. Nous l'avons un peu oublié, mais c'était prévu dans le communiqué de Vienne qui a lancé ce processus de négociations. Ainsi les Syriens sur le terrain pourront constater que cette conférence ne sera pas comme les autres, qu'elle leur apportera un mieux vivre».

Article 2 (http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/02/02/l-onu-cherche-un-accord-humanitaire-sur-la-syrie_4857972_3218.html)

L'ONU cherche un accord humanitaire sur la Syrie.

Par Hélène Sallon.

Staffan de Mistura a donné, lundi 1er février, le coup d'envoi officiel des pourparlers de Genève entre le régime syrien et son opposition. L'émissaire spécial des Nations unies pour la Syrie a saisi l'occasion d'une première réunion avec la délégation du Haut Comité des négociations (HCN), l'organe représentatif de l'opposition politique et militaire, au palais des Nations, pour mettre fin à quatre jours de tergiversations. Mais l'amorce des discussions est fragile, et l'objectif de former un gouvernement de transition dans les six mois avant de nouvelles élections mi-2017 paraît très incertain. Le diplomate italo-suédois doit obtenir des « mesures de confiance » humanitaires du régime de Damas pour espérer engager l'opposition dans des négociations sur une transition politique.

L'opposition réclame la mise en œuvre des mesures prévues par la résolution 2254 votée au Conseil de sécurité des Nations unies, le 18 décembre 2015. « Trois questions sont importantes pour nous : la levée des sièges, la libération de détenus, et l'arrêt des attaques contre les civils par les bombardiers russes [alliés de Damas] et par le régime », a réitéré lundi Salem Al-Mousslat, porte-parole du HCN, disant désormais attendre la réponse du régime. « Ils insistent sur le fait que la population civile syrienne mérite de voir une réduction concrète de la violence sur le terrain pendant que des discussions politiques se déroulent. C'est un argument très fort, car c'est la voix du peuple syrien qui demande cela », a répondu Staffan de Mistura.

Ce n'est qu'après avoir reçu des « assurances » de l'émissaire onusien et de ses parrains internationaux – dont un engagement écrit du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, selon un membre du HCN – que la délégation avait rejoint Genève, samedi soir. Des propositions pourraient déjà être sur la table. Dimanche, le chef de la délégation du gouvernement, Bachar Al-Jaafari, s'était dit prêt à discuter de mesures humanitaires, telles que la libération des prisonniers. « Pour justifier l'engagement dans le processus politique, (...) tout le monde est d'accord pour dire que la libération des femmes et des enfants est une mesure qui aurait une valeur symbolique et émotionnelle forte. Ce serait un tournant important qui renforcerait notre légitimité », a indiqué une source au sein du HCN. Selon l'opposition, 3 800 femmes, ainsi que des enfants, sont actuellement détenues par le régime.

Discussions sans fins Lundi soir, l'ONU a indiqué que le régime syrien avait donné son accord de principe à l'envoi de convois humanitaires dans la ville assiégée de Madaya, près de Damas. Quelques « mesures de confiance » ne devraient pas clore pour autant le volet humanitaire. Au sein de l'opposition, deux approches se dessinent entre les « politiques », plus disposés à envisager une mise en œuvre graduelle des mesures humanitaires, et les « militaires », qui soulignent le danger d'en faire ainsi un sujet de négociation et donc de discussions sans fin avec le régime. Au risque de revivre « la mascarade et le désaveu » de Genève 2, le dernier round de négociations intrasyriennes qui avait échoué en 2014.

Staffan de Mistura devait évoquer ces questions mardi matin avec la délégation du régime, avant une nouvelle réunion avec l'opposition, cette fois en la présence de son négociateur en chef, Mohamed Allouche, arrivé lundi soir à Genève. Mais, l'émissaire onusien a d'ores et déjà reconnu que l'implication des grandes puissances est indispensable pour obtenir des concessions. Il a rappelé

l'engagement pris à Vienne, à l'automne, par le Groupe de soutien international sur la Syrie (ISSG) – qui comprend notamment les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite et l'Iran, ainsi que la France – à mettre en œuvre un cessez-le-feu en parallèle au début des pourparlers.

Pressions internationales

Rendez-vous est déjà pris à Munich, le 11 février, pour une nouvelle réunion de l'ISSG. Mais, en coulisses, les acteurs internationaux de la crise syrienne s'activent déjà. Lundi, la secrétaire d'Etat adjointe américaine pour le Moyen-Orient, Anne Patterson, et l'émissaire des Etats-Unis pour la Syrie, Michael Ratney, ont rencontré le vice-ministre des affaires étrangères russe, Guennadi Gatilov. Le secrétaire d'Etat américain pourrait venir en personne donner une impulsion aux pourparlers. « John Kerry a pris l'engagement auprès de l'opposition de venir », note une source diplomatique.

Sans ces pressions internationales, la tâche de M. de Mistura semble impossible. La remise en selle du président Bachar Al-Assad, avec le soutien militaire russe et iranien, et la multiplication des violences sur le terrain, ont durci les positions. « Le régime russe va créer un nouvel Hitler (...), nous souffrons d'un Hitler en Syrie », a déclaré lundi Salem Al-Mouslat, tandis que le HCN a dénoncé, dans un communiqué, « la politique de la terre brûlée russe ».

Dimanche, le chef de la délégation du régime, Bachar Al-Jafaari, invoquait le triple attentat terroriste revendiqué par l'organisation Etat islamique dans le quartier de Sayyida Zeinab, à Damas, qui a fait plus de 60 morts, pour faire de nouveau l'amalgame entre terrorisme et opposition. « Nous ne discutons pas avec des terroristes », a-t-il martelé, un qualificatif employé par Damas à l'usage de tous ses opposants. L'arrivée de Mohamed Allouche, membre politique du groupe armé d'obédience salafiste Jaïch Al-Islam (« Armée de l'islam »), que Damas et Moscou exigent de voir classé « organisation terroriste », ne devrait pas aider à créer la confiance.

Article 3 (http://www.lemonde.fr/international/article/2012/05/22/le-retour-des-ex-du-regime-d-hosni-moubarak_1705312_3210.html#pwbaLHRZw7boVZK7.99)

Le retour des "ex" du régime d'Hosni Moubarak

Par Christophe Ayad

Publié le 23.05.2012

Si Mohammed Morsi, le candidat des Frères musulmans, est surnommé "la roue de secours", Amr Moussa serait plutôt un véhicule tout-terrain : ministre sous Hosni Moubarak, révolutionnaire pendant la révolution et, désormais, futur "père de la nation". A 75 ans, le doyen des candidats à la présidentielle égyptienne, dont le premier tour se tient mercredi 23 et jeudi 24 mai, fait la course en tête : dans tous les sondages depuis le début de la campagne, même si leur fiabilité est sujette à caution, il est le grand favori.

Vendredi 18 mai, deux jours avant la clôture de la campagne officielle, Amr Moussa battait encore la campagne. Au menu, rencontre avec les tribus bédouines de l'Ouest égyptien puis deux meetings électoraux à Edkou et à Rachid (Rosette), au débouché occidental du delta du Nil, avant de finir par un dîner avec le gratin des affaires d'Alexandrie, deuxième ville du pays.

L'homme est increvable, tout comme son ambition de diriger l'Egypte, qu'il avait dévoilée en pleine révolution, le 4 février 2011, une semaine avant la chute de Moubarak. A cette époque-là, Amr Moussa était l'un des rares hommes politiques connus de l'ensemble des Egyptiens, notamment à cause de ses diatribes anti-israéliennes : ministre des affaires étrangères de 1991 à 2001, il avait été envoyé à la Ligue arabe à cause, dit-on, de sa trop grande popularité au goût du raïs. Un chanteur populaire lui avait même dédié un tube : Je déteste Israël – et j'aime Amr Moussa.

LE CANDIDAT DE L'EGYPTE "ÉTERNELLE"

Entré en campagne il y a un an et demi, Amr Moussa a visité le moindre village, le plus petit chef-lieu. Il n'en a négligé aucun. Pendant que les autres, pris dans les soubresauts de la révolution, se disputaient sur le fait de savoir si la Constitution devait précéder les élections ou vice-versa, pendant que l'armée, les Frères musulmans et les jeunes révolutionnaires s'épuisaient en querelles et en renversements d'alliances, lui a creusé son sillon, seul et en silence. Une campagne à l'ancienne, avec notables locaux, fanfares folkloriques, bains de foule et banquets plantureux. A l'heure de la prière, Amr Moussa ne manque jamais de s'arrêter dans une mosquée.

Accueilli par les Bédouins de Marsa Matrouh et de Siwa, venus planter leurs tentes dans le village de Borg al-Arab, l'ancien diplomate subit sans broncher les salves de joie à l'arme automatique puis le méchoui géant. Ses conseillers rappellent à mi-voix qu'il dirigeait la Ligue arabe au moment où celle-ci avait sollicité le Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux massacres de civils par Kadhafi en février 2011. L'argument porte dans ces tribus vivant à cheval sur la frontière libyenne. Plus tard dans la journée, il promettra des chalutiers aux pêcheurs de Rosette et des terres aux agriculteurs d'Edkou. Ses affiches de campagne déclinent l'Egypte "éternelle", celle des monuments antiques, celle des paysans et des ouvriers, des coptes et des musulmans.

Il vise la "majorité silencieuse", ces Egyptiens des campagnes effrayés par les convulsions de la place Tahrir, inquiets de la montée de l'insécurité – réelle ou fantasmée – et de la chute de l'économie, avides de stabilité et d'ordre. Moussa se présente comme l'homme du juste milieu : pieux mais pas fondamentaliste, pour la révolution mais pas trop, expérimenté sans être un foudoul, un vestige de l'ancien régime.

Mais, dès qu'on l'interroge sur son passé, M. Moussa se raidit : "Je suis fier d'avoir servi l'Egypte comme ministre des affaires étrangères. Pour le reste, les responsables de l'ancien régime sont en prison. Ils ne peuvent plus revenir. Je suis devant vous, donc les choses sont claires."

ABSENCE DE POSITION SUR L'ARMÉE

Les jeunes révolutionnaires de la place Tahrir et les islamistes crient à l'imposture : "Comment Amr Moussa peut-il prétendre défendre les acquis de la révolution alors qu'on ne l'a jamais entendu critiquer Moubarak avant sa chute ?, s'offusque Mohammed Yassine, étudiant en pharmacie rencontré lors du meeting électoral de Moussa à Edkou. Il dit qu'il n'acceptera plus qu'Israël bafoue les droits des Arabes, mais c'est lui qui dirigeait la Ligue arabe pendant la guerre contre Gaza !" Le jeune homme est venu voir l'ancien ministre parce qu'aucun autre candidat ne s'est arrêté dans son village.

Il est bien seul dans cette foule en liesse de 4 000 personnes venues voir l'attraction. Karim, conducteur de poids lourds, a voté pour les Frères musulmans aux législatives de l'hiver dernier, mais

cette fois-ci, ce sera Moussa : "Les parlementaires islamistes n'ont fait que discuter religion et causer des problèmes. Nous, ce qu'on veut, c'est du travail, juste manger."

C'est justement ce que promet Amr Moussa à la tribune, où il fait étalage de son entregent international et de sa connaissance de la machine gouvernementale. "Un Egyptien sur deux vit sous le seuil de pauvreté, un jeune sur trois est au chômage, c'est inacceptable. Je ne laisserai personne entraîner l'Égypte vers le passé ou l'anarchie", assène-t-il à l'intention des islamistes et des révolutionnaires. En revanche, pas un mot contre l'armée, sa gestion chaotique, ses violations des droits de l'homme et son empire économique.

A SES CÔTÉS, UN FOULOUL

A ses côtés, sur l'estrade, un homme bien mis, en costume gris perle, la moustache finement taillée. Il ne dit mot, mais tout le monde le connaît : "C'est Sabri Bilal, s'enthousiasme Mohammed Khamis, instituteur. Il a été député pendant quatre mandats consécutifs, trois fois en indépendant et une fois avec le Parti national démocratique [PND, au pouvoir sous Moubarak et aujourd'hui dissous]."

Sabri Bilal est le parfait prototype du fouloul : propriétaire de la plus grande ferme piscicole d'Edkou ainsi que d'un domaine agricole, il emploie près de 2 000 salariés. C'est lui qui a payé pour le meeting d'Amr Moussa. "A lui seul, il contrôle 10 000 voix", explique un connaisseur. Ses conseillers préfèrent insister sur le soutien du parti libéral Al-Wafd.

Quelques kilomètres plus loin, sur la route de Rachid, la caravane électorale fait un bref arrêt devant une maison pavoisée aux couleurs du candidat Moussa : "Une grande famille locale qu'il est important de saluer", explique un conseiller. Au moment du départ, les hommes de la maison tirent des salves de Beretta en l'air. "C'est une famille qui compte beaucoup d'officiers de police", murmure un habitant. Un dernier bain de foule et il est temps pour Amr Moussa de rentrer à Alexandrie où une centaine des plus riches hommes d'affaires de la ville l'attendent patiemment pour dîner. Il est 1 heure du matin.

Article 4 (<http://www.france24.com/fr/20150313-egypte-conference-internationale-economie-etat-islamique-terrorisme-sissi>)

L'Égypte cherche à attirer les capitaux étrangers

Publié le 13/03/2015

L'Égypte accueille vendredi une conférence économique internationale. Le but : attirer les capitaux étrangers et surtout appuyer le président Abdel Fattah al-Sissi, critiqué sur les droits de l'Homme, mais engagé dans la lutte contre le terrorisme.

"Égypte, l'avenir". C'est le nom donné à la conférence économique internationale qu'accueille la station balnéaire de Charm el-Cheikh, vendredi 13 mars. Initialement ouverte aux ministres des Finances et aux patrons des grands groupes internationaux, elle a pour but d'attirer en Égypte les investissements étrangers.

"Plus d'une trentaine de projets vont être dévoilés (...) qui, une fois cumulés, représentent plusieurs milliards de dollars d'investissements," a affirmé à l'AFP Richard Attias, co-organisateur de la conférence via sa société de conseil.

Mais cette rencontre pourrait bien se solder en ballet diplomatique en vue d'asseoir le pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi, critiqué sur les droits de l'Homme mais aussi fer de lance de la lutte contre les jihadistes. Les chefs de la diplomatie américaine, John Kerry, et britannique, Philip Hammond, ont ainsi annoncé leur venue au dernier moment, confortant le sentiment que Sissi, l'ex-chef de l'armée qui a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en 2013 et réprime violemment toute opposition, est un allié incontournable dans le monde arabe, où l'organisation de l'État islamique (EI) grignote du terrain en Égypte et en Libye, après la Syrie et l'Irak.

Car les experts n'attendent ni promesses de dons ni annonces fracassantes de cette rencontre. La grande majorité des contrats qui y seront signés ou annoncés sont déjà sur les rails de plus ou moins longue date.

Avec des représentants de 80 pays et 23 groupes ou organismes internationaux, la conférence doit débuter vendredi en fin de journée à Charm el-Cheikh, station balnéaire du Sinaï en bordure de la Mer rouge, et s'achever dimanche. Mais John Kerry, arrivé dès l'aube vendredi, doit discuter avec M. Sissi notamment des efforts de la coalition contre l'EI, la situation en Libye et la crise en cours en Syrie, selon le département d'État.

Washington, comme d'autres capitales occidentales, fait mine de s'émouvoir de la sanglante répression menée contre les partisans de Mohamed Morsi, premier président élu démocratiquement, mais les États-Unis ont rapidement admis qu'ils ne pouvaient pas boudier le plus peuplé et mieux armé des pays arabes face aux jihadistes.

En outre, Sissi est le principal chef d'État de la région qui réclame la formation d'une force arabe commune pour faire face à cette menace, au menu du sommet de la Ligue Arabe fin mars. Et il a lancé récemment ses avions de combats dans un raid contre l'EI en Libye.

Reste que l'Égypte, au bord du gouffre économiquement, a aussi besoin des investisseurs étrangers, échaudés pour l'heure par les attentats. M. Sissi se prépare à promulguer une loi pour faciliter les investissements, alors que les autorités espèrent atteindre un taux de croissance de 4,3 % pour l'année 2015/2016, contre 2 % de moyenne sur les quatre années qui ont suivi la révolte de 2011.

Article 5 (http://www.lemonde.fr/international/article/2015/03/14/michel-sapin-la-france-tient-a-etre-un-partenaire-majeur-de-l-egypte_4593430_3210.html#bBrLIYvaEIItLSCQ3.99)

Michel Sapin : « La France tient à être un partenaire majeur » de l'Égypte

Par Hélène Sallon

Publié le 14.03.2015

L'Égypte organise du 13 au 15 mars, à Charm El-Cheikh, une conférence des donateurs afin d'attirer des investissements étrangers et relancer une économie mise à mal par l'instabilité politique depuis la révolution de 2011.

« La France tient à être un partenaire majeur de ce formidable et ambitieux effort de modernisation et de réformes économiques initiées par le président Al-Sissi », a assuré vendredi le ministre des finances français, Michel Sapin, qui présidait la délégation d'entreprises et d'institutions françaises présente dans cette station balnéaire de la mer Rouge.

Qui compose la délégation française ?

Moi-même pour le côté politique et une trentaine d'entreprises ainsi que des institutions, comme le Medef international. Cela est conforme à la volonté égyptienne qu'il y ait une volonté politique affichée et des entreprises pour s'inscrire dans cette volonté politique et prendre des contacts. La plupart des entreprises françaises de cette délégation sont déjà présentes en Egypte mais éprouvent la nécessité de réaffirmer leur présence. C'est le cas de Total qui est présent depuis longtemps, a encore renforcé sa présence ces dernières années et veut encore la renforcer à l'avenir. C'est également le cas d'Orange. Dans le secteur solaire, que veut développer l'Etat égyptien, des opportunités d'investissements se présentent pour des entreprises qui n'étaient pas présentes et y voient des perspectives nouvelles de se développer.

Le gouvernement égyptien a annoncé une série de réformes, notamment législatives, pour créer un environnement favorable pour les investissements étrangers. Etes-vous convaincu par ces réformes?

La direction est la bonne concernant certaines décisions prises et d'autres en discussion, notamment en ce qui concerne les garanties données aux investisseurs étrangers. Il est nécessaire que ces textes deviennent une réalité et des lois qui soient applicables. Il y a encore des réformes à mettre en oeuvre mais on progresse et la dynamique est positive. Nos entreprises ont besoin d'une stabilité et d'une visibilité juridique. Il y a un travail législatif à accomplir en terme de stabilité monétaire. L'Egypte a besoin de retrouver un fonctionnement normal de ses institutions et administrations, de l'administration fiscale, tout ce qui fait qu'un pays est en capacité de se développer. Cela repose sur une fiscalité transparente, simple à être perçue et qui permette de trouver des ressources pérennes. La lutte contre la corruption est un élément indispensable pour la stabilité et la transparence.

La stratégie économique promue par le président Abdelfattah Al-Sissi vous semble-t-elle la bonne?

La stratégie est de retrouver une stabilité et de redevenir un pays d'accueil pour les investissements étrangers. La France s'inscrit bien dans cette stratégie : elle a l'habitude de travailler avec l'Egypte et a des capacités techniques et des compétences à lui apporter. Cette stratégie est soutenue par des pays plus proches, moins peuplés, avec une aisance financière, qui vont aider l'Egypte à se développer. Les engagements du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis (NDLR : qui ont promis 12 milliards de dollars d'aide à l'Egypte) donnent une tonalité positive et une perspective. C'est un élément de crédibilité et de stabilité qui peut rassurer tout le monde.

Des accords vont-ils être signés pendant la conférence ?

L'Agence française pour le développement (AFD) est en capacité de signer un certain nombre d'accords samedi, notamment pour un prêt souverain de 40 millions d'euros destiné à financer un projet pilote dans le domaine solaire, une centrale photovoltaïque à Kom Ombo, en Haute-Egypte. Elle le fait avec l'appui de l'Etat français. Du reste, les entreprises prennent des contacts. Il n'est pas sûr qu'elles passent d'ores et déjà des accords. L'important est la conjonction des volontés politiques.

L’Egypte a retrouvé une stabilité politique et économique. C’est aux investisseurs de trouver leur place dans cette stabilité.

Quelles sont les potentialités du marché égyptien pour les entreprises françaises ?

Elles sont diverses. Il y a d’abord ce qui touche aux armements où il y a une conjonction entre la volonté politique de la France d’appuyer un Etat qui peut offrir une stabilité dans un environnement instable et la présence d’entreprises uniques au monde en terme de compétences. Dans le domaine des infrastructures urbaines, il y a des antécédents avec le métro du Caire et des perspectives avec les nouvelles tranches à développer. Nous avons des entreprises indispensables pour le développement urbain d’un pays, je pense à Lafarge qui a des capacités de développement importantes. Dans le domaine des nouvelles technologies et des services, les entreprises françaises ont les capacités de proposer des choses. La France ne demande pas d’avantages particuliers. Elle veut jouer dans la transparence et la concurrence pour remporter des marchés.

Les problèmes sécuritaires que rencontrent l’Egypte constituent-ils un frein pour les investissements français ?

La situation sécuritaire s’est considérablement améliorée. Les craintes et les obstacles qui existaient sont désormais levés. L’Etat est lui-même engagé dans une lutte contre le terrorisme qui est compliquée. Des moyens sont mis en oeuvre pour ramener la sécurité. Les entreprises savent que la sécurité à 100 % n’existe pas. Elles sont prêtes à investir même si elles ne sont pas rassurées sur tous les points.

Список использованной литературы и источников

1. Yves Morla Lexique de Géopolitique// Business School INSEEC. Lexique №15. 32 p.
2. Petit vocabulaire de géopolitique URL:
http://www.scienceshumaines.com/petit-vocabulaire-de-geopolitique_fr_23131.html (дата доступа: 28.01.16)
3. Yves Lacoste Atlas géopolitique//Larousse, 2007
4. Georges Malbrunot Syrie : la présence des Kurdes aux pourparlers de Genève est gelée. URL: <http://www.lefigaro.fr/international/2016/02/02/01003-20160202ARTFIG00063-syrie-la-presence-des-kurdes-aux-pourparlers-de-geneve-est-gelee.php> (дата доступа: 28.01.16)
5. Hélène Sallon L'ONU cherche un accord humanitaire sur la Syrie. URL: http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/02/02/1-onu-cherche-un-accord-humanitaire-sur-la-syrie_4857972_3218.html (дата доступа: 28.01.16)
6. Christophe Ayad Le retour des "ex" du régime d'Hosni Moubarak. URL:http://www.lemonde.fr/international/article/2012/05/22/le-retour-des-ex-du-regime-d-hosni-moubarak_1705312_3210.html#pwbaLHRZw7boVZK7.99 (дата доступа: 28.01.16)
7. L'Égypte cherche à attirer les capitaux étrangers. URL : <http://www.france24.com/fr/20150313-egypte-conference-internationale-economie-etat-islamique-terrorisme-sissi> (дата доступа: 28.01.16)
8. Hélène Sallon Michel Sapin : « La France tient à être un partenaire majeur » de l'Égypte URL : http://www.lemonde.fr/international/article/2015/03/14/michel-sapin-la-france-tient-a-etre-un-partenaire-majeur-de-l-egypte_4593430_3210.html#bBrLIYvaEItLSCQ3.99. (дата доступа: 28.01.16)

ГЕОПОЛИТИКА

Составители:

Ольга Анатольевна Смирнова
Александра Ильинична Афоньшина
Ольга Игоревна Бузаева

Учебно-методическое пособие

Федеральное государственное автономное
образовательное учреждение высшего образования
«Национальный исследовательский Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского».
603950, Нижний Новгород, пр. Гагарина, 23.